

**Nations unies - Haïti - Conseil de
sécurité - Intervention du
représentant permanent de la
France auprès des Nations unies**
(New York, 18 juillet 2017)

Monsieur le Président,

Permettez-moi avant tout de remercier chaleureusement la Représentante spéciale du secrétaire général, Mme Sandra Honoré, pour sa présentation très éclairante mais aussi pour sa contribution, et celle de ses équipes, à la stabilisation d'Haïti. Je m'associe aux déclarations que prononceront tout à l'heure le représentant de l'Union européenne ainsi que celui du Pérou, au nom du groupe des amis d'Haïti.

Monsieur le Président,

La France a salué l'adoption de la résolution 2350, qui a acté la fermeture de la MINUSTAH d'ici au 15 octobre prochain et a établi une nouvelle mission centrée sur les questions de police, d'État de droit et de droits de l'Homme. Cette décision, prise à l'unanimité du Conseil, est essentielle. Plus de 13 ans après l'établissement de la MINUSTAH, il était temps d'acter les succès enregistrés par la mission dans la stabilisation d'Haïti et d'évoluer vers une nouvelle forme de présence onusienne, davantage adaptée aux besoins du pays et aux conditions sur le terrain, qui ont évolué de manière considérable et dans un sens favorable.

Comme le souligne le rapport du secrétaire général, le travail mené par la MINUSTAH ces dernières années a été essentiel pour sortir Haïti de la situation d'urgence dans laquelle se trouvait encore récemment le pays. Il a permis de rétablir un climat général de relative sécurité, a participé aux efforts de reconstruction après le terrible tremblement de terre de 2010 et a contribué au renforcement significatif de la police nationale haïtienne, dont la montée en puissance est un gage de stabilité pour Haïti. C'est un succès collectif, qui doit naturellement beaucoup aux Haïtiens eux-mêmes, mais que l'on doit aussi mettre au crédit des Nations unies, de ce Conseil, mais également des pays contributeurs de troupes, sans qui cette Mission n'aurait pu jouer le rôle qui a été le sien.

La nouvelle opération qui débutera ses activités en octobre devra consolider les avancées obtenues : faire de la police nationale haïtienne un acteur autonome, mais aussi engager de nouveaux grands chantiers dans le domaine de l'État de droit, à l'instar de la lutte contre l'impunité, du renforcement du professionnalisme et de l'indépendance du pouvoir judiciaire ou encore de la mise en place d'un système carcéral compatible avec les besoins du pays et les exigences en matière de respect des droits des détenus. La situation sur le plan des droits de l'Homme, qui reste source de préoccupations, devra également faire l'objet d'un suivi attentif, assorti de recommandations régulières. Cette dernière composante nous semble indispensable

à un maintien de la paix robuste et efficace, et donc indissociable du reste des activités de la prochaine mission. L'engagement des autorités haïtiennes sera naturellement essentiel pour assurer le succès de cette mission.

Monsieur le Président,

La France a longtemps appelé ce Conseil à assumer ses responsabilités sur le dossier haïtien, en prenant les décisions nécessaires pour que les modalités d'engagement des Nations unies sur place demeurent au fil du temps aussi adaptées et efficaces que possible. C'est aujourd'hui chose faite, et nous nous en réjouissons vivement. Cette nouvelle étape, essentielle, ne signifie pas pour autant la fin de l'engagement des Nations unies aux côtés d'Haïti. Bien au contraire, elle démontre la capacité de ce Conseil à faire évoluer de manière continue les modalités d'action des Nations unies sur le terrain, avec pour souci principal de répondre au mieux aux besoins des populations concernées. Et elle signe la mise en place d'un outil plus adapté et plus performant, au service d'Haïti et des Haïtiens, dont le succès suppose le maintien de notre engagement collectif. Dans ce cadre, la lutte contre la terrible épidémie de choléra doit également, bien sûr, continuer de nous rassembler.

Nous pensons aussi, et c'est un point essentiel, qu'il faut aider Haïti à passer d'une logique d'assistance à une logique de développement durable. C'est la priorité. Ce sera la mission de la MINUJUSTH, en lien avec l'équipe pays. Celle-ci aura également un rôle important à jouer dans les évolutions à venir.

Je souhaiterais, Monsieur le Président, conclure mon intervention en rendant à nouveau hommage à la Représentante spéciale du secrétaire général, Mme Sandra Honoré, ainsi qu'à l'ensemble des personnels de la MINUSTAH pour leur engagement exemplaire au service de la paix et de la sécurité en Haïti.

Je vous remercie./.